



## **COMMUNE DE SEGRE-EN-ANJOU BLEU**

1 rue de la Madeleine - CS 40147

49501 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Téléphone : 02 41 92 92 33

### **Accord-cadre de travaux**

## **Cahier des clauses administratives particulières**

Objet du marché à bons de commande

**Travaux d'entretien, d'amélioration et d'extension  
du réseau d'éclairage public sur la commune  
déléguée de Segré - Accord cadre 2025-2028**

## SOMMAIRE

Article 1 – Définition des prestations.....	4
Article 2 – Emploi de la langue française.....	4
Article 3 – Documents contractuels .....	4
Article 4 – Clause de réexamen .....	4
Article 5 – Type de prix .....	4
Article 6 – Modalités de variation du prix .....	4
Article 7 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	5
Article 8 – Contenu des prix .....	5
Article 8.1 – Modalités d'établissement des prix .....	5
Article 9 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes.....	6
Article 10 – Montant de l'Accord-cadre .....	6
Article 11 – Mentions des bons de commande .....	6
Article 12 –Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire .....	6
Article 13 – Durée de l'accord-cadre .....	7
Article 14 – Intempéries prolongeant le délai .....	7
Article 15 – Maîtrise d'œuvre .....	8
Article 16 – Contrôle technique.....	9
Article 17 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	9
Article 18 – Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier .....	9
Article 19 – Provenance des matériaux et produits .....	9
Article 20 – Description des prestations.....	9
Article 21 – Installation et organisation des chantiers .....	9
Article 22 – Gestion des déchets .....	9
Article 22.1 –Contrôle et suivi des déchets .....	9
Article 22.2 – Déchets dangereux.....	9
Article 22.3 –Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets.....	10
Article 23 – Modalités de remise des documents fournis après exécution .....	10
Article 24 – Réception.....	10
Article 25 – Modalités de paiement .....	10
Article 26 – Forme des demandes de paiements .....	10
Article 27 – Dématérialisation des paiements.....	11
Article 28 – Sous-traitance et cotraitance .....	11
Article 28.1 – Désignation de sous-traitants en cours d'accord-cadre.....	11
Article 28.2 – Paiement direct des cotraitants .....	12

Article 28.3 – Paiement direct des sous-traitants .....	12
Article 29 – Monnaie de compte de l'accord-cadre .....	13
Article 30 – Délai de paiement .....	13
Article 31 – Retenue de garantie .....	13
Article 32 – Dispositions concernant l'avance .....	13
Article 33 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	13
Article 34 – Confidentialité .....	13
Article 35 – Traitement des données à caractère personnel .....	14
Article 36 – Obligation de parfait achèvement .....	14
Article 37 – Garantie de bon fonctionnement.....	14
Article 38 – Assurances de responsabilité civile professionnelle .....	14
Article 39 – Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire .....	14
Article 40 – Acte de vandalisme sur un chantier .....	15
Article 41 – Règles générales d'application des pénalités.....	15
Article 41.1 Modalités de retenue des pénalités.....	15
Article 42 – Pénalités de retard .....	15
Article 42.1 Calcul des pénalités de retard .....	15
Article 42.2 Plafonnement des pénalités de retard.....	15
Article 42.3 Exonération des pénalités de retard .....	15
Article 42.4 Mise en œuvre des pénalités de retard .....	15
Article 43 – Pénalités particulières .....	15
Article 44 – Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance.....	16
Article 45 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	16
Article 46 – Mesures de sécurité .....	16
Article 47 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire .....	16
Article 48 – Résiliation .....	17
Article 48.1 – Cas de résiliations prévus par le Code de la commande publique.....	17
Article 48.2 – Résiliation en vertu du code du travail pour travail dissimulé.....	17
Article 48.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
Article 49 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire.....	17
Article 50 – Attribution de compétence .....	18
Article 51 – Dérogations .....	18

## **Article 1 – Définition des prestations**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :  
Travaux d'entretien, d'amélioration et d'extension du réseau d'éclairage public sur la commune déléguée de Segré - Accord cadre 2025-2028  
L'emplacement des travaux est indiqué dans chaque bon de commande.

## **Article 2 – Emploi de la langue française**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre.

## **Article 3 – Documents contractuels**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales – travaux (CCAG –Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021
- Cahier des Clauses Techniques Générales - Travaux (CCTG-Tvx)
- Le Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)
- Bordereau de Prix Unitaires (BPU)

## **Article 4 – Clause de réexamen**

Le présent marché pourra être modifié conformément à article L 2194-1 du code la commande publique.

Aussi, en application des dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché passé après mise en concurrence. Cette mise en concurrence a pris en compte le montant total envisagé afin de ne pas dépasser les seuils en vigueur, y compris celui des nouveaux travaux.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **Article 5 – Type de prix**

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

## **Article 6 – Modalités de variation du prix**

### **Périodicité de la révision**

Les prix sont révisés à chaque reconduction de l'accord-cadre. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Les prix unitaires du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) sont appliqués aux quantités réellement exécutées après ajustement par référence à TP12c - Éclairage public - Travaux de maintenance (1711004) - Base 2010 publié par : Insee.

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient  $C_n$  résultant de la formule suivante :  
$$C_n = TP12c_n / TP12c_0$$

La valeur de l'indice  $TP12c_n$  est la valeur de l'indice au mois  $n$  de la date d'application de la révision.  
La valeur de l'indice  $TP12c_0$  est celle établie pour le mois d'établissement du prix  $M_0$ .

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires ne sont pas effectués avec des arrondis.

Le résultat final, s'il comprend 3 décimales, est arrondi de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la seconde décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la seconde décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Pour toute modification du prix des travaux de maintenance, d'amélioration et d'extension, le titulaire devra communiquer son nouveau tarif sous la forme d'un Bordereau de Prix Unitaires (BPU) révisé, et tous les éléments permettant de justifier les ajustements demandés à l'attention du Service Marché Public.

Les nouveaux prix pourront faire l'objet d'échanges entre les parties, basés sur des demandes motivées ne remettant pas en cause les clauses substantielles du marché. A l'issue, les prix ajustés du nouveau DQE seront validés par un courrier de confirmation et la signature du nouveau BPU par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 7 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG.  
Ce mois est appelé mois zéro ( $M_0$ ), à savoir décembre 2024

## **Article 8 – Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

### **Article 8.1 – Modalités d'établissement des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A. et tiennent compte des éventuelles sujétions techniques précisées dans les bons de commandes.

## Article 9 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

## Article 10 – Montant de l'Accord-cadre

Les travaux seront rémunérés par l'application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Le montant total Maximum des commandes pour la durée de l'accord-cadre est estimé comme suit :

Périodes	Maximum HT	Valeur
Période initiale (du 1 <sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025)	150 000,00	Euros
1 <sup>ère</sup> période (du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026)	150 000,00	Euros
2 <sup>ème</sup> période (du 1 <sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2027)	150 000,00	Euros
3 <sup>ème</sup> période (du 1 <sup>er</sup> janvier 2028 au 31 décembre 2028)	150 000,00	Euros
<b>Total</b>	<b>600 000,00</b>	<b>Euros</b>

## Article 11 – Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et la référence à l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la désignation des prestations à réaliser ;
- les lieux d'exécution des travaux
- le montant de la commande (HT et TTC) ;

Les bons de commande sont signés par : Le (la) Directeur(rice) Général(e) des Services, le (la) Directeur(rice) Général(e) Adjoint(e), le (la) Directeur (rice) des Services Techniques, ou un élu de la Commune de Segré-en-Anjou Bleu.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de deux jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés (voir article 2.4 du CCTP).

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

## Article 12 –Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 1 500 euros HT. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de

respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

## **Article 13 – Durée de l'accord-cadre**

La durée de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. L'accord-cadre a une durée initiale de 12 mois du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois

- 1<sup>ère</sup> période de reconduction du 01/01/2026 au 31/12/2026
- 2<sup>ème</sup> période de reconduction du 01/01/2027 au 31/12/2027
- 3<sup>ème</sup> période de reconduction du 01/01/2028 au 31/12/2028

La durée totale maximale de l'accord-cadre est fixée à 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faite un mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché avec recommandé et accusé de réception

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

### *Délais d'exécution des bons de commande :*

Les délais de livraisons sont fixés par les bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à réception du bon de commande pour faire connaître s'il est dans l'impossibilité de respecter le délai figurant sur ce document.

En cas de non réponse de sa part, le délai fixé est considéré comme accepté.

Dans le cas où le délai n'est pas observé par le titulaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter lesdits travaux par un autre entrepreneur, aux frais et risques de titulaire défaillant.

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition du maître d'ouvrage, pendant la période des congés payés, un effectif d'ouvriers lui permettant d'assurer l'exécution des travaux demandés.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire ne peut refuser d'exécuter des travaux la nuit, le week-end ou les jours fériés.

Le bon de commande précise la durée de la période de préparation si celle-ci s'avère nécessaire pour le bon déroulement du chantier.

Sauf indication contraire donnée dans le bon de commande, le délai d'approvisionnement est inclus dans le délai d'exécution prescrit.

## **Article 14 – Intempéries prolongeant le délai**

### **Article 14.1 – Intempéries visées par le code du travail**

Conformément à l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux et à l'article L.5424-9 du code du travail, les intempéries, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, donnent lieu à une prolongation du délai d'exécution du nombre de jours correspondant à cet arrêt, diminué du nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés éventuellement par le présent marché.

Conformément à l'article L.5424-8 du code du travail sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du

travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir.

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même, un arrêt de travail imprévisible et inévitable.

Pour décider d'un arrêt de travail du chantier, l'entrepreneur doit préalablement informer de son intention d'arrêt le représentant du maître d'ouvrage. Celui-ci en vertu de l'article L.5424-9 du Code du travail peut s'opposer à l'arrêt du travail.

Un procès-verbal de constatation d'arrêt du travail pour intempéries est établi par le maître d'œuvre ou à défaut par le représentant du maître d'ouvrage.

Si la règle ci-dessus n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'arrêt pour intempéries sera consigné chaque semaine sur le procès-verbal de chantier.

Aucun jour d'intempéries n'est réputé prévisible au titre de l'exécution du présent marché.

## **Article 14.2 – Intempéries définies par le maître d'ouvrage**

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux sont prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

*Pluie :*

- Intensité limite : de 15 mm sur 24h
- Durée : nombre de jour égal à celui pendant lequel le phénomène a atteint son intensité limitée

*Gel :*

- Intensité limite : -5°C
- Durée : nombre de jour égal à celui pendant lequel le phénomène a atteint son intensité limitée

*Vent :*

- Intensité limite : 90 km/h
- Durée : nombre de jour égal à celui pendant lequel le phénomène a atteint son intensité limitée

*Neige :*

- Intensité limite : 1 cm
- Durée : nombre de jour égal à celui pendant lequel le phénomène a atteint son intensité limitée

Il est précisé, pour le calcul des jours d'intempéries, que seuls les relevés de la station météo de référence, Beaucouzé seront pris en compte.

## **Article 15 – Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre publique est intégrée au maître d'ouvrage et assurée par :

MAIRIE DE SEGRE-EN-ANJOU-BLEU,

Personne physique représentant la maîtrise d'ouvrage : Mickaël MARCHAND, technicien VRD

Tél : 02 41 92 52 53 – mail : mickael.marchand@segreenanjoubleu.fr

Le contenu des missions de la maîtrise d'œuvre est le suivant :

Missions de base



## **Article 16 – Contrôle technique**

Les travaux ne sont pas soumis à l'obligation de contrôle technique prévue par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

## **Article 17 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Les travaux ne sont pas soumis à l'obligation de désigner un coordonnateur en matière de sécurité et de santé ou d'établir un plan de prévention. Le maître d'ouvrage met néanmoins en œuvre les principes généraux de prévention afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, tout au long du ou des chantiers.

## **Article 18 – Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux est effectuée par les services techniques du maître d'ouvrage.

## **Article 19 – Provenance des matériaux et produits**

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

## **Article 20 – Description des prestations**

Les descriptions des prestations sont définies dans le document technique du marché (Cahier des Clauses Techniques Particulières – article 2.3 Nature des travaux)

## **Article 21 – Installation et organisation des chantiers**

Les clauses relatives à l'organisation du chantier sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **Article 22 – Gestion des déchets**

### **Article 22.1 – Contrôle et suivi des déchets**

Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas exigé la fourniture d'un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Chaque titulaire est soumis à une obligation de tri des déchets qu'il produit ou détient au titre de l'exécution de sa prestation, ainsi qu'à l'évacuation de ces déchets. Afin d'assurer la traçabilité des déchets du chantier, y compris d'emballage, l'utilisation des bordereaux de suivi des déchets remis par le maître d'ouvrage est obligatoire. Ces bordereaux dûment remplis et signés contradictoirement par le titulaire et le(s) gestionnaire(s) des installations agréées ou autorisées de valorisation ou d'élimination des déchets sont remis au maître d'ouvrage, et le cas échéant, en copie au maître d'œuvre.

### **Article 22.2 – Déchets dangereux**

Les déchets dangereux tels que définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement font l'objet d'un suivi spécifique. Dans ce cadre, l'utilisation des formulaires CERFA n°12571\*01 est impérative.

Les déchets amiantés font l'objet d'un suivi spécifique. Dans ce cadre, l'utilisation des formulaires CERFA n° 11861\*02 est impérative.

### **Article 22.3 –Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets**

Le titulaire est soumis à une obligation de tri et d'enlèvement de ses déchets telle que définie à l'article 37.1. du CCAG-Travaux. Si cette obligation n'est pas respectée, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement et 37 du CCAG-Travaux, après ordre de service et mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire.

### **Article 23 – Modalités de remise des documents fournis après exécution**

Les délais et conditions de remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, sont définis dans les documents techniques.

### **Article 24 – Réception**

Les travaux exécutés au titre de chaque chantier sont réceptionnés au fur et à mesure de leur achèvement dans les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-Travaux.

Dispositions applicables à la réception

Chaque bon de commande donnera lieu à la réception des travaux effectués.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **Article 25 – Modalités de paiement**

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Le titulaire émettra une facture, indiquant les dates et références du marché et dates, du ou des bons de commandes.

Chaque facture sera à envoyer sur la plateforme Chorus Pro de la commune de Segré-en-Anjou Bleu - SIRET n° 200 065 423 00010 - sous format PDF - non protégé.

### **Article 26 – Forme des demandes de paiements**

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

- . le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- le montant hors taxe des travaux exécutés déduction faite des acomptes versés ;
- le calcul (justifications à l'appui) de l'actualisation, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

## **Article 27 – Dématérialisation des paiements**

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique. Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme [chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr).

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus**

Chaque facture indiquera le numéro du marché et le numéro du bon de commande.

### **Mentions obligatoires des factures électroniques :**

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

## **Article 28 – Sous-traitance et cotraitance**

### **Article 28.1 – Désignation de sous-traitants en cours d'accord-cadre**

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

## **Article 28.2 – Paiement direct des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans l'accord-cadre.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

## **Article 28.3 – Paiement direct des sous-traitants**

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur, représenté par le maître d'œuvre. Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article L2192-5 du code de la commande publique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre représentant l'acheteur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai décrit à l'article 30 - Délai de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur représenté par le maître d'œuvre, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus

par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le maître d'œuvre représentant l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **Article 29 – Monnaie de compte de l'accord-cadre**

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

## **Article 30 – Délai de paiement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

### **Intérêts moratoires et indemnités sanctionnant le retard de paiement**

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

## **Article 31 – Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

## **Article 32 – Dispositions concernant l'avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **Article 33 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

## **Article 34 – Confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

## **Article 35 – Traitement des données à caractère personnel**

Le titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD). La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître. Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

## **Article 36 – Obligation de parfait achèvement**

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue au CCAG-Travaux.

## **Article 37 – Garantie de bon fonctionnement**

Conformément à l'article L.111-16 du code de la construction et de l'habitation, la garantie de bon fonctionnement est d'une durée minimale de deux ans à compter de la date de réception de l'ouvrage. Elle est due par tous les intervenants soumis à la garantie décennale et garantit le maître d'ouvrage des malfaçons affectant les éléments d'équipements dissociables des éléments constitutifs de l'ouvrage visés par l'article R 111-27 du code de la construction et de l'habitation. Pour activer cette garantie, le maître d'ouvrage doit signaler la défaillance de l'équipement à l'un des intervenants à la construction. Ce signalement peut être notifié par l'envoi d'un recommandé avec accusé de réception ou exploit d'huissier.

## **Article 38 – Assurances de responsabilité civile professionnelle**

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 39 – Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire**

Le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil (assurance de responsabilité décennale).

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au maître d'œuvre dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

## **Article 40 – Acte de vandalisme sur un chantier**

L'entrepreneur reste responsable de la protection des constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir en phase chantier – y compris en cas de vol, tentative de vol ou vandalisme – jusqu'à la réception des travaux. A ce titre il reste seul juge des protections qu'il conviendra d'apporter à ses ouvrages. L'entrepreneur devra le remplacement de tous articles ou ouvrages détériorés ou disparus au cours des travaux jusqu'à la réception des ouvrages.

## **Article 41 – Règles générales d'application des pénalités**

### **Article 41.1 Modalités de retenue des pénalités**

Conformément au CCAG, les pénalités sont précomptées sur les acomptes versés par l'acheteur.

## **Article 42 – Pénalités de retard**

### **Article 42.1 Calcul des pénalités de retard**

Les pénalités journalières de retard dans l'exécution des prestations sont calculées comme indiqué à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

### **Article 42.2 Plafonnement des pénalités de retard**

Conformément au CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10% du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre.

### **Article 42.3 Exonération des pénalités de retard**

Conformément au CCAG, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

### **Article 42.4 Mise en œuvre des pénalités de retard**

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

## **Article 43 – Pénalités particulières**

- retard pour les réparations de pannes suite aux tournées de dépannage : 100€/jour

- retard pour intervention suite à une demande du maître d'ouvrage au-delà des 2 jours ouvrables : 100€/jour

## **Article 44 – Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance**

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité journalière de retard, telle que prévue à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

## **Article 45 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans ladite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 5 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 46 – Mesures de sécurité**

Les prestations sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent. Les dispositions particulières d'exécution liées à ces mesures de sécurité sont les suivantes :

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des riverains et des biens lors de l'exécution des prestations.

Pendant la durée des travaux, la circulation des véhicules et des piétons, sera assurée en permanence sur les voies concernées par les travaux.

La responsabilité de l'entrepreneur sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée sur le domaine public de produits, résidus, matériaux indésirables. L'entreprise doit prendre toutes ces dispositions pour maintenir la chaussée propre.

Toutes les dispositions seront prises par l'entrepreneur pour éviter l'entrée dans les propriétés riveraines. En cas de nécessité, l'accord des propriétaires sera recherché au préalable par l'entrepreneur sous sa seule responsabilité.

L'entrepreneur devra exécuter les travaux de telle manière que les propriétés riveraines n'aient à ne subir aucun dommage du fait de ses interventions.

## **Article 47 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

Conformément à l'article 46.1.2 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.



En cas de liquidation judiciaire du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## **Article 48 – Résiliation**

Il est fait application des dispositions du CCAG-Travaux sur la résiliation.

### **Article 48.1 – Cas de résiliations prévus par le Code de la commande publique**

Pour rappel, conformément au code de la commande publique, en complément des cas de résiliation prévus par le CCAG, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre :

- lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

### **Article 48.2 – Résiliation en vertu du code du travail pour travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, suite au signalement fait au maître d'ouvrage d'une situation irrégulière de l'opérateur économique au regard du travail dissimulé, celui-ci est mis en demeure d'apporter au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'opérateur économique.

### **Article 48.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée de l'accord-cadre est de 5 %.

## **Article 49 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire**

Conformément à l'article 52.1, 52.2 et 52.3 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

## **Article 50 – Attribution de compétence**

Le Tribunal de Nantes est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

## **Article 51 – Dérogations**

Article 22.1 –Contrôle et suivi des déchets, Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux